



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
2 décembre 2024
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2025

27 au 31 janvier 2025, New York

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour le Paraguay
(2025-2029)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	5
III. Administration du programme et gestion des risques	9
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	10
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Paraguay (2025-2029)	12



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Paraguay compte 6,1 millions d'habitants, dont 28,2 % ont moins de 15 ans¹. Il a réalisé d'importants progrès macroéconomiques et a récemment modifié l'organisation et le fonctionnement de l'État. Au titre des priorités nationales, le Gouvernement promeut actuellement la protection sociale, la durabilité environnementale, l'enseignement de qualité, l'emploi, la croissance économique, la santé et la sécurité.

2. Le Paraguay figure en bonne place dans l'indice de développement humain. Toutefois, l'écart dans l'indice d'inégalité du développement humain s'est creusé, ce qui indique que d'importants problèmes d'inégalité subsistent, en particulier pour des groupes tels que les populations autochtones, les jeunes, les femmes et les enfants². Le coefficient de Gini se maintient à 45 points, reflétant un niveau élevé d'inégalité des revenus³.

3. Plusieurs évaluations⁴ mettent en évidence l'importance de continuer à renforcer la démocratie, le dialogue démocratique⁵, le cadre institutionnel, les mesures de lutte contre la corruption⁶ et la sécurité. La mise en place d'institutions constitue un axe thématique dans la mise à jour du plan national de développement 2030, avec des objectifs spécifiques visant à garantir le respect des droits humains, à améliorer la justice et la sécurité, à moderniser l'administration publique, à progresser sur la voie de la décentralisation et à parvenir à la durabilité environnementale⁷.

4. Le présent descriptif de programme de pays résulte d'un processus participatif et s'inscrit dans le processus d'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable avec le Paraguay, qui a fait l'objet de discussions et d'un accord avec les autorités nationales. En outre, les partenaires nationaux des institutions publiques et de la société civile ont apporté leur contribution à ce document dans le cadre de plusieurs espaces de dialogue.

5. L'analyse commune de pays détaille les enjeux de développement contenus dans la théorie du changement de ce programme. Le PNUD dispose d'un avantage comparatif lui permettant de contribuer à quatre réalisations du Plan-cadre, compte tenu des réalisations du programme précédent et de son expérience dans les domaines décrits ci-dessous : i) la protection sociale ; ii) le développement socioéconomique ; iii) la durabilité environnementale et les changements climatiques ; et iv) le renforcement institutionnel. Fondée sur l'analyse commune de pays et d'autres données et analyses, la théorie du changement proposée suggère que la meilleure façon pour le PNUD de contribuer efficacement au développement durable du pays est de combiner ces quatre domaines.

6. Protection sociale : Le PNUD a contribué à la production et à la diffusion d'études et de rapports stimulant le débat et le dialogue entre les secteurs et les acteurs clés sur des questions pertinentes au niveau national, telles que l'efficacité énergétique, la protection sociale et le marché du travail. En collaboration avec le Ministère du développement social, il a également contribué à l'élaboration du Plan national de réduction de la pauvreté 2023-2030, à la mise à jour des données sur la

¹ Recensement national, Paraguay, 2022.

² Indice mondial de la criminalité organisée, Union européenne et autres, 2023.

³ Indice mondial de la criminalité organisée, Union européenne et autres, 2023.

⁴ Economist Intelligence, Indice de démocratie, 2023 ; Idea International, State of Democracy Index.

⁵ Economist Intelligence, Indice de démocratie, 2023 ; Idea International, State of Democracy Index.

⁶ Groupe de la Banque mondiale, 2024.

⁷ Secrétariat de planification technique, 2023.

pauvreté monétaire et multidimensionnelle et à la formulation de mesures à court, moyen et long terme pour réduire la pauvreté au Paraguay. Le PNUD a fourni une assistance technique au moyen de microsimulations et d'un échange d'expériences sur la réduction de la pauvreté et les outils y afférents.

7. Développement socioéconomique : Le PNUD a soutenu le Ministère de l'industrie et du commerce dans la mise en place du premier portefeuille relatif à l'écosystème entrepreneurial au Paraguay. Cette initiative a été menée de manière participative, avec l'installation de capacités et le transfert de méthodologies à l'intention des entrepreneurs et entrepreneuses. Les enseignements acquis dans le cadre des compétences territoriales ont également été utilisés pour déterminer les améliorations à apporter pour des liens et une associativité efficaces. Des recherches participatives en coordination avec les administrations locales ont également mis en évidence les obstacles à la formalisation, y compris ceux liés au genre. Selon l'*Evaluation of Contributions to Gender Equity by Project 91446 « Information for the Legal Regularization of Land Tenure »* (Évaluation des contributions à l'équité de genre du projet 91446 « Information pour la régularisation légale du régime foncier »)⁸, la numérisation a permis d'accroître le rendement économique des bénéficiaires de plus de 63 quartiers dont le titre de propriété a été régularisé par l'Institut pour le développement rural et foncier. Le PNUD a conçu des processus similaires pour le Service national du cadastre et le Ministère de l'industrie et du commerce dans un domaine sensible et stratégique pour le développement national.

8. Durabilité environnementale et changements climatiques : Le PNUD a soutenu la conception et la mise en œuvre d'outils et de mesures visant à améliorer la gestion et la planification territoriales, en intégrant des méthodes d'innovation sociale et de participation citoyenne. Par exemple, pour l'Atlas des municipalités d'Asunción et de la zone métropolitaine⁹, le PNUD a élaboré 11 plans de gestion des terres urbaines et 5 plans de gestion des terres rurales¹⁰, a pris des mesures pour améliorer la gestion des déchets solides et a conçu et mis en œuvre des plans d'action pour des produits de base durables. Il a également encouragé la consommation et la production durables ainsi que les initiatives de préservation de la diversité biologique. Des études sur le transport urbain durable et des projets pilotes en milieu urbain ont été menés pour réduire l'utilisation des combustibles fossiles. Le PNUD a également amélioré le système d'information sur l'environnement, le système national de surveillance des forêts et le portail public des procédures du registre forestier. En plus d'aider à l'élaboration des contributions déterminées au niveau national¹¹ et des politiques, initiatives et mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, le PNUD collabore avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour mettre en œuvre le programme de 50 millions de dollars pour la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement. Le PNUD a soutenu l'élaboration d'une formation et d'un guide sur les plans de gestion et de réduction des risques de catastrophe et les 10 plans municipaux correspondants, ainsi qu'un atlas des risques d'inondation à Asunción et dans la zone métropolitaine. Il a également facilité la mobilisation des ressources destinées à la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à l'aide d'urgence en cas de sécheresse et d'incendies de forêt. Axé sur l'énergie et le développement humain, le rapport national sur le développement humain 2020 du

⁸ Centre de gestion en ligne des évaluations, PNUD, 2022.

⁹ Atlas de la zone métropolitaine d'Asunción, Ministère de l'environnement et du développement durable ; Secrétariat de planification technique, PNUD, 2021.

¹⁰ Plateforme « Villes durables », 2020.

¹¹ Mise à jour de la contribution déterminée au niveau national, Ministère de l'environnement et du développement durable, 2021.

PNUD pour le Paraguay¹² propose une analyse sectorielle complète ainsi que des propositions de politiques publiques visant à tirer parti de l'énergie en tant que catalyseur du développement durable. À la suite du rapport, des études de prospection énergétique à l'horizon 2050¹³ et des études de partenariat public-privé¹⁴ ont contribué au débat et à la diffusion de propositions visant à faciliter la transition énergétique.

9. Renforcement institutionnel : Le PNUD a soutenu le renforcement des institutions démocratiques et l'amélioration de la gouvernance, en mettant l'accent sur la mise en œuvre du plan national de développement, qui est en cours d'actualisation, et sur l'institutionnalisation des forums de discussion. En outre, le PNUD a accompagné le suivi des engagements internationaux du Paraguay, renforcé la gouvernance participative au niveau de l'administration locale grâce à l'innovation publique, promu celle-ci dans les carrières de la fonction publique et élaboré des propositions pour la numérisation des services publics. La contribution du PNUD à l'expansion des infrastructures est éloquent : elle facilite l'accès physique des personnes aux bureaux de la justice, les processus de certification de l'Organisation internationale de normalisation, la mise en œuvre d'activités qui permettent la constitution de dossiers administratifs (par exemple, pour les personnes âgées), et la mise en place de solutions administratives, techniques et de gestion pour les organismes publics stratégiques dans des institutions telles que le Ministère de l'éducation, le Ministère des travaux publics, la Cour supérieure de justice électorale et le Congrès national. Parallèlement à ces solutions, le PNUD a encouragé la participation politique des femmes et des jeunes, en collaboration avec des partenaires. Dans le cadre de son soutien à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques, le PNUD se distingue par des initiatives en adéquation avec la stratégie nationale de lutte contre la corruption et par la mobilisation des parties prenantes et des administrations locales en faveur de la transparence des programmes publics. Dans le cadre du système de suivi des recommandations, le PNUD a fourni un appui technique afin de favoriser la coopération bilatérale Sud-Sud entre le Paraguay et les pays de la région et de faciliter ainsi les échanges de connaissances et de pratiques. Avec l'aide du PNUD, le Ministère du développement social et la Cour suprême ont respectivement reçu des labels « égalité des genres » de bronze et d'argent.

10. L'intégration du laboratoire d'accélération a permis de doter les projets et les programmes de méthodes et d'outils innovants.

11. L'évaluation indépendante du programme de pays a conclu que le PNUD « répond efficacement aux situations d'urgence telles que la pandémie de COVID-19 tout en soutenant les priorités nationales de développement et les engagements internationaux. Il se distingue par sa capacité d'adaptation, l'efficacité de sa gestion et son engagement en faveur de l'innovation. Toutefois, des efforts restent à faire pour étendre les initiatives, créer des synergies et accéder au financement du développement »¹⁵.

12. Enfin, le PNUD a activement contribué à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en participant aux quatre groupes de résultats et au groupe de suivi et d'évaluation. Pendant la pandémie, le PNUD a acquis une vaste expérience interinstitutions avec l'initiative de protection contre la violence, en facilitant la coordination des travaux de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Fonds des Nations Unies

¹² Rapport national sur le développement humain, Paraguay, PNUD, 2020.

¹³ Perspectives énergétiques du Paraguay, PNUD, 2021.

¹⁴ Meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique dans le secteur privé, PNUD, 2023.

¹⁵ Centre de gestion en ligne des évaluations, PNUD, 2024.

pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé (OPS/OMS), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la FAO, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du PNUD dans les situations d'urgence, en faveur de groupes particulièrement vulnérables tels que les femmes, les adolescents et les filles. Il convient également de noter le nouveau domaine d'activité établi au cours de la période précédente grâce au partenariat avec le Fonds Perez-Guerrero en vue de gérer des projets de coopération sud-sud. Le PNUD a apporté sa capacité de coordination et d'intégration dans des initiatives multipartenaires, ce qui a contribué aux résultats communs obtenus par le système des Nations Unies au Paraguay.

II. Priorités du programme et partenariats

13. Le programme repose sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui énonce les priorités retenues au niveau national et soutenues par le système des Nations Unies au Paraguay. Le Plan-cadre de coopération et le présent programme prévoient que, d'ici à 2029, les gens vivront dans un contexte économique et social plus égalitaire et bénéficieront d'un environnement durable et de la protection sociale nécessaire à la réalisation de leur plein potentiel. L'analyse commune de pays fait état de la nécessité de renforcer les capacités dans des domaines thématiques où le PNUD dispose d'une expertise et de capacités locales et mondiales grâce aux six solutions types et aux trois catalyseurs du Plan stratégique du PNUD (2022-2025).

14. Le PNUD met à disposition un éventail d'instruments et de stratégies pour contribuer aux quatre réalisations retenues du Plan-cadre de coopération, qui répondent aux besoins des partenaires du programme : i) les institutions gouvernementales des trois pouvoirs de l'État aux niveaux central et local ; ii) les organisations de la société civile, les organisations bénévoles et les organisations communautaires ; iii) le milieu universitaire ; iv) le secteur privé. Le PNUD produit et diffuse des connaissances utiles à la prise de décision. Des efforts particuliers seront déployés pour mettre à disposition et gérer les travaux de recherche pertinents pour le pays au niveau national, sur la base des solutions types, des orientations de changement et des catalyseurs énoncés dans le Plan stratégique du PNUD. Selon la théorie du changement, si la contribution du PNUD permet de réduire efficacement les inégalités et d'améliorer les conditions socioéconomiques, la durabilité environnementale et le renforcement institutionnel, alors il sera possible d'apporter les changements souhaités par le Gouvernement paraguayen dans le cadre du Plan-cadre de coopération.

Développement social

15. L'objectif est que, d'ici à 2029, toutes les personnes puissent exercer leurs droits et bénéficier de possibilités accrues, de manière à réduire les inégalités. Selon la théorie du changement, cela nécessitera que les institutions publiques étendent leur couverture, leur qualité et leur exhaustivité, en mettant l'accent sur les populations vulnérables. Pour ce faire, le PNUD et ses partenaires s'emploieront à ce que ces institutions aient accès aux capacités d'innovation publique et sociale, à la transition numérique (c'est-à-dire à une expertise en matière de transformation numérique, aux biens et infrastructures publics numériques, etc.), et aux technologies d'avant-garde (telles que l'intelligence artificielle au service du bien) afin d'améliorer la qualité des services. La priorité sera donnée au soutien des programmes nationaux stratégiques, en particulier ceux qui ciblent les groupes en situation de pauvreté, les femmes et les personnes âgées, dans une optique de résilience.

16. En matière de protection sociale, le PNUD consolidera son assistance technique et la production de rapports spécialisés pour faciliter la conception et la mise en œuvre de réglementations et d'outils clés dans la continuité de l'appui fourni au Ministère du développement social, à l'Institut national de la statistique et à l'Unité technique du Cabinet social.

17. La transition numérique a permis des progrès significatifs au cours de la période précédente. Elle se poursuivra dans le but de simplifier et de faciliter la fourniture de services publics dans des domaines liés à la protection sociale, tels que l'octroi de titres fonciers, en collaboration avec l'Institut national pour le développement rural et foncier et le Service national du cadastre, qui fusionneront avec la Direction des archives publiques. Une perspective de genre sera adoptée, afin de promouvoir un accès équitable des femmes et des hommes aux projets et aux activités, ainsi qu'à leurs résultats.

18. Le PNUD apportera sa coopération technique aux programmes nationaux, tels que le programme d'alimentation scolaire « Faim zéro » et le programme de pension alimentaire pour personnes âgées, en mobilisant l'appui régional et interinstitutions.

19. Le PNUD mobilisera des ressources pour concrétiser des priorités telles que la modernisation du système d'information sociale et la numérisation des processus. Le PNUD participera activement à cette démarche et collaborera de manière structurée avec le FNUAP, l'UNICEF, la FAO, l'OIT, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et d'autres organismes. Conformément à son mandat, chaque organisme concevra des activités pour son public cible (jeunes, adolescents, enfants, éducateurs, travailleurs ruraux et travailleurs urbains). Le PNUD assurera la coordination interinstitutionnelle et intersectorielle ainsi que la qualité, l'exhaustivité et l'adaptation des solutions proposées.

Développement socioéconomique

20. L'objectif est que d'ici à 2029, le Paraguay jouisse d'une croissance économique plus inclusive favorisant l'amélioration des conditions socioéconomiques des entreprises et des individus. Selon la théorie du changement, cela nécessitera un meilleur accès aux services socioéconomiques, une participation accrue au marché du travail formel et une amélioration des conditions de vie. Pour ce faire, le PNUD et ses partenaires aideront les petites unités de production à améliorer leur productivité, leur associativité, leur résilience et leurs conditions de travail en participant à des initiatives qui prévoient un soutien étroit aux acteurs locaux dans l'application de stratégies innovantes, de la numérisation et des technologies d'avant-garde.

21. Le PNUD soutiendra la production de données sur les besoins et les capacités des microentreprises et petites et moyennes entreprises et le renforcement des services de soutien localisés, en mettant l'accent sur la transition numérique et l'amélioration continue des compétences individuelles. Il favorisera l'élaboration et l'organisation de services d'appui localisés et adaptés aux contextes locaux, en donnant la priorité aux femmes, qui dirigent 66 % des microentreprises et petites et moyennes entreprises, et soutiendra la stratégie nationale pour ces entreprises ainsi que la stratégie nationale pour l'emploi.

22. Ce domaine thématique repose sur l'approche par portefeuille en tant que stratégie catalytique pour le fonctionnement systémique. Le PNUD continuera à promouvoir une transition juste, l'économie verte, le passage au numérique et l'économie circulaire, et facilitera la participation et l'intégration des acteurs et des secteurs concernés. Il encouragera les méthodologies innovantes (telles que le programme du PNUD sur les chaînes de valeur) et les outils visant à renforcer les capacités de production, la transition numérique et la compétitivité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. Il agira au niveau local, avec

un potentiel de mise à l'échelle, et cherchera à contribuer à l'objectif ambitieux de réduction de la pauvreté du Plan stratégique du PNUD (« Moonshot »).

23. Le PNUD soutiendra les Ministères de l'industrie et du commerce, du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, de l'agriculture et de l'élevage, de la femme, de l'environnement et du développement durable, les administrations locales prioritaires, le secteur privé (en particulier les microentreprises et les petites et moyennes entreprises), les universités, les guildes, les associations de producteurs, les coopératives et les exploitations agricoles familiales.

24. Le PNUD collaborera avec l'OIT, l'ONUDI, la FAO et d'autres organismes des Nations Unies. Le PNUD sollicitera notamment le soutien des Volontaires des Nations Unies, qui mettront leurs compétences et leur expérience au service de ce domaine thématique, ce qui lui permettra d'élargir encore son approche inclusive, de garantir des stratégies innovantes, de soutenir les activités de renforcement des capacités et d'inclure les personnes en situation de vulnérabilité.

Durabilité environnementale

25. L'objectif est que d'ici à 2029, la population, en particulier les personnes vulnérables, ait un meilleur accès à un environnement sain et équilibré sur le plan écologique et qu'elle soit plus résiliente face aux effets des changements climatiques. Selon la théorie du changement, cela nécessitera de renforcer les capacités des différents acteurs clés en matière d'approche intégrée des changements climatiques et de la gestion des risques. Pour ce faire, le PNUD et ses partenaires offriront une assistance technique et mettront en place des institutions pour favoriser une approche globale des changements climatiques, de la gestion des risques et de la préservation de la biodiversité en promouvant la transition énergétique, la durabilité environnementale et une économie verte reposant sur une approche territoriale, l'innovation, la transition numérique et les technologies d'avant-garde.

26. En matière de durabilité environnementale, le PNUD renforcera son travail de promotion de la transition numérique et de mise en œuvre des politiques, actions et mesures de préservation de la biodiversité et de lutte contre les changements climatiques. Il encouragera la participation des femmes et collaborera avec les principales institutions du secteur, telles que le Ministère de l'environnement et du développement durable, l'Institut national de foresterie et le Secrétariat national du tourisme. Le PNUD continuera également à encourager les pratiques de production et de consommation durables et d'économie circulaire.

27. Les institutions publiques, les universités, les organisations de la société civile, le secteur privé, les communautés rurales et urbaines et les populations autochtones seront les bénéficiaires du soutien en faveur des mesures d'adaptation et de gestion des risques visant à réduire la vulnérabilité et à accroître la résilience des populations, des territoires et des écosystèmes et de leur biodiversité. Cela impliquera d'approfondir l'approche territoriale et d'intégrer de nouvelles propositions, telles que le transport durable et le financement vert. À cette fin, le PNUD favorisera le passage au numérique et les technologies d'avant-garde. Le Programme de microfinancements demeurera un mécanisme efficace et pertinent pour apporter un appui financier et technique aux femmes et aux organisations locales.

28. Dans le domaine de l'énergie, le PNUD encouragera la conception de politiques publiques, les discussions sur la triple transition et le passage à des transports à faibles émissions. Il intensifiera les efforts de mobilisation des ressources, notamment en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, afin d'augmenter les financements tout en maximisant les effets sur le développement, dans le cadre de sa contribution au plan stratégique du PNUD et à son objectif ambitieux en matière d'énergie (« Moonshot »).

29. Le PNUD collaborera avec le PNUE, la FAO, l'UNICEF et d'autres organismes pour assurer une production durable et soutenir les populations autochtones.

Renforcement institutionnel

30. L'objectif est que d'ici à 2029, le Paraguay dispose d'une gestion plus efficace, plus efficiente et plus transparente, capable de répondre aux besoins de la population, en particulier à ceux des groupes vivant dans la pauvreté et l'exclusion. Selon la théorie du changement, cela nécessitera de renforcer les capacités à mettre en place une planification et une gestion publiques intégrées, efficaces, efficientes et participatives. Pour ce faire, le PNUD et ses partenaires proposeront des processus d'apprentissage et de transfert de capacités accompagnés d'outils, de formations et de méthodologies axés sur l'innovation publique, la gouvernance participative et inclusive, les scénarios futurs et les technologies d'avant-garde. Le PNUD encouragera la participation des organisations et institutions citoyennes aux processus de planification et de prise de décision en matière de gestion publique.

31. Le PNUD travaillera avec les trois pouvoirs de l'État et avec les administrations locales pour articuler la planification, les politiques et les budgets en fonction des priorités nationales de développement, collaborer avec les processus de planification au niveau national et mettre en œuvre des stratégies nationales, notamment en matière de lutte contre la corruption. Le PNUD soutiendra la Direction nationale des marchés publics, les administrations locales et d'autres institutions afin d'améliorer et de promouvoir la transparence, tout en renforçant les capacités des administrations locales dans ce domaine.

32. Le PNUD renforcera les capacités nécessaires à une gestion publique intégrée, efficace et participative en incorporant l'innovation publique, la transition numérique et la participation en tant que catalyseurs auprès des différents ministères, des administrations locales et de la société civile. Parmi les partenaires actuels dans ce domaine figurent les Ministères des technologies de l'information et des communications, des travaux publics et des communications, de l'industrie et du commerce, et de l'économie et des finances. Itaipu Binational est également un partenaire très important dans ce domaine. Des partenariats avec des entreprises publiques devraient également voir le jour.

33. En partenariat avec la Cour suprême et à l'appui du système électoral national, le PNUD continuera à apporter son expertise dans le domaine de l'accès à la justice. Le PNUD renforcera l'architecture de la Cour suprême et ses capacités institutionnelles à concevoir et à mettre en œuvre son plan stratégique institutionnel pour améliorer l'accès à la justice. En partenariat avec la Cour supérieure de justice électorale, le PNUD mettra l'accent sur la participation des jeunes et des femmes et contribuera de ce fait à l'objectif mondial d'atteindre le taux de participation électorale le plus élevé possible.

34. Le PNUD soutiendra la révision du plan national de développement, qui est en cours d'actualisation, au moyen d'un examen technique et participatif dans la perspective d'établir une vision à l'horizon 2050. Pour ce faire, le Ministère de l'économie et des finances a demandé la coopération du PNUD, dont une équipe locale et régionale a été mobilisée à cet effet.

35. Parmi les autres priorités figurent la promotion de l'état de droit, la justice, les politiques de réinsertion sociale, l'égalité des genres, la protection de la démocratie et des droits humains, les stratégies de renforcement de la sécurité démocratique et le respect des engagements internationaux du Paraguay, notamment à l'égard du système de suivi des recommandations. À cette fin, le PNUD continuera à soutenir les échanges dans le cadre de la coopération Sud-Sud, en particulier dans la région du

Cône Sud. Ces échanges contribuent de manière décisive à l'intégration des outils et des systèmes permettant d'assurer une gestion publique efficace.

36. Le PNUD contribuera davantage aux politiques en matière de sécurité des citoyens dans le cadre d'un partenariat avec le Ministère de l'intérieur visant à renforcer institutionnellement la police nationale en régularisant le cadastre de tous ses commissariats dans les zones urbaines et rurales du pays.

37. Le PNUD collaborera avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ONU-Femmes et d'autres organismes pour renforcer les institutions, fournir des formations, des conseils et des experts, et faciliter la coordination interinstitutions et intersectorielle.

Questions transversales

38. Dans le cadre d'un modèle de gestion collaborative, le PNUD proposera une approche par portefeuille et une gestion dynamique des stratégies, des partenariats et des procédures afin d'optimiser la participation et les ressources de toutes les parties concernées. Dans les domaines du développement économique inclusif et de l'énergie, entre autres, le PNUD a déjà amorcé le processus en intégrant l'État, la société civile, le monde universitaire, le secteur privé et les institutions financières internationales.

39. Les méthodes et les outils du laboratoire d'accélération serviront de base à la promotion des capacités transversales de recherche, de développement et d'innovation dans tous les programmes et projets qui continueront d'être renforcés et étendus au cours de cette période.

40. Dans son approche de soutien à l'égalité des genres, telle que définie par la Constitution nationale paraguayenne de 1992, le PNUD intégrera les cadres réglementaires, les politiques d'équité et la prévention de la violence fondée sur le genre. Des initiatives emblématiques telles que le label « égalité des genres » pour les institutions publiques, la formation diplômante en matière de politiques d'égalité des genres et l'école de formation politique pour les femmes dirigeantes se poursuivront en collaboration avec le Ministère de la femme.

41. Le PNUD concrétisera les activités interinstitutions au sein des groupes chargés des résultats, du suivi et de l'évaluation, ainsi que des groupes interinstitutions spécifiques axés sur des domaines tels que les populations autochtones, le genre, le handicap et la jeunesse.

42. Le PNUD diffusera les solutions proposées en s'appuyant sur les partenariats établis au cours de la période précédente, qui ont permis de nouer des relations de confiance avec les principales parties prenantes du pays.

III. Administration du programme et gestion des risques

43. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen pour rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés ainsi que de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant le programme et les opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

44. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts

de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

45. Le comité directeur national du Plan-cadre de coopération gèrera le programme. Les rapports du PNUD feront partie des rapports soumis annuellement et des rapports ad hoc pourront être rédigés dès que le PNUD le jugera nécessaire ou à la demande du comité directeur national.

46. Comme lors de la période précédente, le PNUD continuera à offrir à ses homologues des alternatives programmatiques et financières pour favoriser une gestion efficace des projets convenus. L'approche par portefeuille sera d'actualité, et ses avantages bénéficieront à des domaines thématiques spécifiques.

47. Pour le programme, les principaux risques sont la disponibilité des ressources financières, en particulier celles provenant des ressources partagées avec les pouvoirs publics, dans le cadre des restrictions légales actuelles, et les limites de la capacité de gestion des institutions ou des organisations impliquées dans chaque projet. Ces deux risques pourraient entraîner des retards dans les calendriers prévus et compromettre directement la possibilité d'atteindre les objectifs fixés. Pour atténuer ces risques, d'autres sources de financement font partie du plan de durabilité.

48. Les campagnes de désinformation constituent une menace latente qui peut miner la confiance mutuelle ou dissoudre les partenariats indispensables à la réalisation des objectifs. Elles peuvent également empêcher la participation des femmes et masquer leurs contributions et leurs besoins. Pour atténuer les risques associés à ces campagnes, le PNUD s'engagera dans un dialogue avec les parties prenantes concernées et communiquera de manière claire et proactive.

49. Le PNUD appliquera les normes sociales et écologiques révisées et le mécanisme de responsabilité, ainsi que la politique de gestion du risque institutionnel, afin d'améliorer la qualité du programme et de procéder régulièrement à un contrôle de la qualité et à des estimations des risques tout au long du cycle de programmation. Ces outils, entre autres, seront mis à la disposition des institutions partenaires et des bénéficiaires afin d'identifier et d'atténuer les risques, le cas échéant.

50. L'Accord de base type en matière d'assistance conclu entre la République du Paraguay et le PNUD, connu sous le nom d'« Accord de base » (loi 686/78), établit les conditions préalables à l'élaboration des projets. Elles sont détaillées dans les descriptifs de projet en fonction des différentes modalités d'exécution. Celles-ci sont mises en œuvre conformément aux politiques et procédures programmatiques et opérationnelles régissant la mise en œuvre directe par le PNUD, ou aux procédures nationales applicables aux institutions publiques.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

51. Le plan de contrôle et d'évaluation permettra de consigner les facteurs qui entravent ou améliorent l'obtention des résultats et d'en faciliter le suivi. La stratégie couvrira tous les domaines et combinera les évaluations avec le suivi des réalisations afin de déterminer les contributions du PNUD aux priorités nationales. Le plan sera mis à jour chaque année et les projets, les résultats et les programmes feront l'objet d'une évaluation.

52. Aux fins d'un contrôle et d'une évaluation efficaces de ce programme, environ 3 % du budget du programme devraient être alloués à ces activités, qui seront élaborées conformément aux politiques du PNUD en matière de contrôle et

d'évaluation. Un accent particulier sera mis sur l'application de mécanismes d'évaluation systématiques.

53. Les processus de contrôle et d'évaluation permettront de tirer des enseignements et de dégager les meilleures pratiques liées à l'exécution du programme. Pour obtenir des données probantes, le PNUD aura recours au cadre de résultats et d'allocation des ressources, ainsi qu'aux indicateurs pertinents du Plan-cadre de coopération. Au moins une fois par an, ces indicateurs feront l'objet d'une collecte de données et d'un rapport annuel qui sera partagé avec les parties prenantes.

54. S'agissant de la collecte d'informations, les relations existantes entre le Ministère de l'économie et des finances, l'Institut national de la statistique et le PNUD seront également maintenues, ce qui favorisera la production et l'utilisation d'informations par les différentes parties prenantes. Dans le cadre de la mise à jour du plan de développement national à l'horizon 2050, le Ministère de l'économie et des finances a notamment demandé au PNUD de l'aider à cocréer un système d'indicateurs et une plateforme informatique pour en assurer le suivi. Dans la mesure du possible, des méthodes agiles et des nouvelles technologies seront intégrées pour favoriser la disponibilité de l'information et faciliter la collaboration en temps réel.

55. Le PNUD veillera à utiliser des indicateurs permettant de visualiser des données ventilées afin de mesurer les progrès réalisés par les femmes et d'autres groupes vulnérables spécifiques, et encouragera les partenariats avec des institutions universitaires et de recherche dans le cadre de ses évaluations.

Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Paraguay (2025-2029)

Priorité ou objectif du pays : Développement social				
Réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD (Réalisation 1 du Plan-cadre de coopération) : D’ici à 2029, les institutions publiques du système de protection sociale étendent leur couverture, leur qualité et leur exhaustivité en mettant l’accent sur les populations vulnérables et adaptent l’offre de services sociaux aux besoins réels de la population.				
Réalisation correspondante 2 du plan stratégique : Personne n’est laissé pour compte, l’accent étant mis sur l’égalité des chances et sur une approche fondée sur les droits et centrée sur le pouvoir d’action et le développement humains.				
Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
Proportion de la population bénéficiant de niveaux minimaux de protection sociale.	Source : Enquête permanente auprès des ménages paraguayens, Institut national de la statistique. Fréquence : Annuelle	Produit 1.1 : Pour remplir leur mission, les institutions publiques en lien avec le système de protection sociale améliorent leurs capacités à fournir des services de qualité, notamment grâce à l’innovation publique, à la transition numérique et aux technologies d’avant-garde. Indicateur : Nombre d’institutions publiques partenaires qui jugent l’aide du PNUD utile à l’amélioration de leurs capacités à l’issue d’entretiens avec leurs plus hautes autorités institutionnelles et les directeurs de projets nationaux. Niveau de référence (2024) : 0 Niveau cible (2029) : 15 Source : PNUD Fréquence : 2026, 2028 et 2029 Produit 1.2 : Les programmes nationaux offrent de meilleurs services aux populations vulnérables, aux personnes vivant dans la pauvreté, aux femmes et aux personnes âgées. Indicateur : Nombre de programmes nationaux qui intègrent des outils innovants ayant des effets positifs sur la qualité des services offerts. Niveau de référence (2024) : 0 Niveau cible (2029) : 5 Source : Institutions nationales Fréquence : Annuelle	Ministère du développement social Cabinet social de la Présidence de la République et ses 26 institutions membres Institut national de la statistique Ministère de l’économie et des finances Ministère des technologies de l’information et des communications Institut pour le développement rural et l’aménagement du territoire Ministère de la femme FNUAP FAO UNICEF Itaipu Binacional Entidad Binacional Yacyretá Société andine de développement Banque interaméricaine de développement	Ressources ordinaires : 475 000 dollars Autres ressources : 12 543 677 dollars
Niveau de référence (2022) : 24,6 % Niveau cible (2029) : 26,61 %				

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		<p>Indicateur (indicateur 1.2.1 du cadre intégré) : Mesure dans laquelle le pays a mis en place des mesures de politique générale et dispose de capacités institutionnelles visant à accroître l'accès aux régimes de protection sociale ciblant : i) les femmes ; ii) les jeunes ; iii) les personnes en situation de pauvreté dans les zones urbaines ; iv) les personnes en situation de pauvreté dans les zones rurales ; v) les personnes handicapées ; et vi) les travailleurs du secteur informel.</p> <p>Niveau de référence (2024) : 1 Niveau cible (2029) : 2 Source : PNUD Fréquence : Annuelle Échelle de notation : 0 = pas en place, 1 = travail commencé, 2 = travail en cours, 3 = travail presque achevé, 4 = en place</p>		
Priorité ou objectif du pays : Développement socioéconomique				
Réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD (Réalisation 5 du Plan-cadre de coopération) : D'ici à 2029, les populations actives et les petites unités de production urbaines et rurales, y compris les exploitations agricoles familiales, les microentreprises, les petites et moyennes entreprises et les coopératives, augmentent leurs revenus et leur productivité et sont intégrées dans les chaînes de production locales et étrangères dans des conditions de compétitivité et d'innovation accrues.				
Réalisation correspondante 2 du plan stratégique : Personne n'est laissé pour compte, l'accent étant mis sur l'égalité des chances et sur une approche fondée sur les droits et centrée sur le pouvoir d'action et le développement humains.				
Indice d'orientation agricole des dépenses publiques. Niveau de référence (2022) : 0,18 Niveau cible (2029) : 0,21	Source : Enquête permanente auprès des ménages paraguayens, Institut national de la statistique. Fréquence : Annuelle	<p>Produit 2.1 : Les petites unités de production améliorent leur productivité, leur associativité et leurs conditions de travail en participant à des initiatives qui incluent des stratégies innovantes, des approches intégrées et des technologies d'avant-garde.</p> <p>Indicateur (Indicateur 2.1 du cadre intégré) : Nombre d'initiatives prises par les autorités publiques et d'autres partenaires qui ont permis d'accroître les possibilités d'action et de développement en appliquant une approche par portefeuille à l'échelon national. Niveau de référence (2024) : 0 Niveau cible (2029) : 2</p>	Ministère de l'industrie et du commerce Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale Ministère du développement social Ministère de l'agriculture et de l'élevage Conseil national de la science et de la technologie Ministère des technologies de l'information et des communications	Ressources ordinaires : 475 000 dollars Autres ressources : 9 930 000 dollars

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
		Source : PNUD Fréquence : Annuelle Indicateur : Nombre de petites unités de production ayant bénéficié d'un soutien grâce à la participation de volontaires. Niveau de référence (2024) : 0 Niveau cible (2029) : 30 Source : PNUD Fréquence : Annuelle	Ministère de la femme Universités nationales Fédérations, organisations et syndicats de producteurs et de travailleurs urbains et ruraux Administrations locales Organisations de la société civile, organisations bénévoles, organisations communautaires, secteur privé ONUDI UNICEF ONU-Femmes OIT Volontaires des Nations Unies Groupe de la Banque mondiale Agence des États-Unis pour le développement international	

Priorité ou objectif du pays : Durabilité environnementale

Réalisation 3 énoncée dans le Plan-cadre de coopération faisant intervenir le PNUD (Réalisation 4 du Plan-cadre de coopération) : D'ici à 2029, les institutions publiques, les universités, les organisations de la société civile, le secteur privé, les communautés rurales et urbaines et les populations autochtones renforcent leurs capacités à traiter de manière globale les changements climatiques, en donnant la priorité à la mise en œuvre de mesures d'adaptation et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité et d'accroître la résilience des populations, des territoires, des écosystèmes et de leur biodiversité.

Réalisation correspondante 1 du plan stratégique : La transformation structurelle s'est accélérée, notamment s'agissant des transitions verte, inclusive et numérique.

Nombre de municipalités dotées d'un plan d'utilisation des terres urbaines Niveau de référence : 11 (Asunción et zone métropolitaine) Niveau cible (2029) : 35	Source : Ministère de l'économie et des finances Fréquence : Annuelle	Produit 3.1 : Les institutions publiques améliorent leurs capacités à traiter de manière globale les changements climatiques, la protection de la biodiversité et la gestion des risques en promouvant la transition énergétique, la durabilité environnementale et une économie verte selon une approche axée sur l'aménagement du territoire, l'innovation, le passage au numérique et les technologies d'avant-garde.	Ministère de la femme Ministère de l'environnement et du développement durable Ministère des travaux publics/Vice-Ministère des mines et de l'énergie Institut national de foresterie Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Ressources ordinaires : 475 000 dollars Autres ressources : 16 286 034 dollars
--	--	---	--	---

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Population ayant accès aux services de collecte des déchets solides.		<p>Indicateur : Nombre d'outils conçus ou mis en œuvre pour améliorer la gestion du territoire.</p> <p>Niveau de référence (2024) : 0</p> <p>Niveau cible (2029) 10 :</p> <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : Annuelle</p> <p>Produit 3.2 : Le monde universitaire, les organisations de la société civile, les organisations de femmes, les populations autochtones, le secteur privé et les communautés rurales et urbaines améliorent leurs capacités et participent activement aux processus et décisions liés aux changements climatiques, à la gestion des risques, à la transition énergétique, à la durabilité environnementale et à l'économie verte dans le cadre d'une approche axée sur l'aménagement du territoire, l'innovation, le passage au numérique et les technologies d'avant-garde.</p> <p>Indicateur (Indicateur 4.1.1 du cadre intégré) : Nombre de personnes bénéficiant directement d'initiatives visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources.</p> <ul style="list-style-type: none"> Femmes Hommes <p>Niveau de référence (2024) : 0</p> <p>Niveau cible (2029) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 250 femmes ; 250 hommes <p>Source : PNUD</p> <p>Fréquence : Annuelle</p>	<p>Service national de la qualité et de la santé animale</p> <p>Agence de financement du développement</p> <p>Administrations locales</p> <p>Organisations de la société civile, organisations bénévoles, organisations communautaires, secteur privé</p> <p>Société andine de développement</p> <p>Groupe de la Banque mondiale</p> <p>Banque interaméricaine de développement</p> <p>Union européenne</p> <p>Fonds vert pour le climat</p> <p>Fonds pour l'environnement mondial</p> <p>Programme des Nations Unies pour l'environnement</p> <p>FAO</p> <p>UNICEF</p>	
Priorité ou objectif du pays : Renforcement institutionnel				
Réalisation 4 énoncée dans le Plan-cadre de coopération faisant intervenir le PNUD (Réalisation 7 du Plan-cadre de coopération) : D'ici à 2029, le Paraguay renforce ses capacités de planification et de gestion publiques globales, efficaces et participatives, y compris l'accès à la justice et la sécurité multidimensionnelle, dans un contexte d'état de droit, de démocratie et de protection des droits humains.				
Réalisation correspondante 1 du plan stratégique : La transformation structurelle s'est accélérée, notamment s'agissant des transitions verte, inclusive et numérique.				
Pourcentage des dépenses exécutées par rapport au	<p>Source : Ministère de l'économie et des finances</p> <p>Fréquence : Annuelle</p>	Produit 4.1 : Les institutions publiques connaissent et utilisent des outils, des formations et des méthodes d'innovation publique et de gouvernance participative	<p>Cour suprême</p> <p>Cour supérieure de justice électorale</p>	<p>Ressources ordinaires :</p> <p>475 000 dollars</p>

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
budget national initialement approuvé.		et inclusive, ainsi que des technologies futures et d'avant-garde, notamment en vue d'une planification et d'une gestion publiques intégrées, efficaces et participatives.	Ministère de la femme Ministère des travaux publics Ministère de l'éducation Empresa de Servicios Sanitarios del Paraguay	Autres ressources : 69 574 027 dollars
Niveau de référence (2021) : 65,3 %		Indicateur (Indicateur 2.3.1 du cadre intégré) : Nombre d'institutions dotées d'une administration publique renforcée et de fonctions gouvernementales essentielles pour : <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la prestation de services • Garantir la sécurité des populations locales • Assurer la prévention Niveau de référence (2024) : 5 Niveau cible (2029) : 25 Source : PNUD Fréquence : Annuelle		
Niveau cible (2029) : 90 %		Indicateur : Nombre de projets de coopération Sud-Sud systématisés et publiés dans le Système de suivi des recommandations ou dans d'autres systèmes similaires, en collaboration avec le Ministère national des affaires étrangères. Niveau de référence (2024) : 0 Niveau cible (2029) : 3 Source : PNUD Fréquence : Annuelle		
		Produit 4.2 : Les organisations et institutions citoyennes, y compris les organisations de femmes, participent activement aux processus et décisions visant à assurer une planification et une gestion publiques globales, efficaces, efficaces et participatives.		
		Indicateur : Nombre d'organisations et d'institutions citoyennes Niveau de référence (2024) : 10 Niveau cible (2029) : 60 Source : PNUD Fréquence : Annuelle		